

Compte tenu des enjeux que constitue le développement des inforoutes pour la Francophonie, le Canada juge important d'intervenir sur plusieurs fronts. Il faudrait donc :

- asseoir fermement la présence francophone sur l'inforoute;
- offrir à l'échelle mondiale une fenêtre sur la Francophonie;
- resserrer les liens entre les Francophones et entre les institutions francophones; consolider les réseaux francophones existants tout en leur permettant de garder leur identité et leur mission propre; multiplier les points d'information dans tous les pays francophones; établir une structure éclatée et légère en renforçant les liens des réseaux locaux avec les réseaux régionaux et internationaux;
- réaliser, diffuser et promouvoir l'information en français dans le domaine de la culture, de l'éducation, de la santé, etc. en se servant des ressources mondiales; créer des logiciels et des services en français et les diffuser auprès des communautés du Nord et du Sud;
- appuyer le développement et l'aide aux entreprises dans le domaine de l'information par des échanges, des actions de formation, de la recherche et du développement;
- donner accès au plus grand nombre en oeuvrant à la réduction des tarifs.

On pourra, à ces fins, recourir aux investissements considérables faits dans le monde entier à l'heure actuelle.

Le Canada trouve souhaitable d'établir des liens avec d'autres communautés linguistiques pour que, non seulement le français, mais également les langues nationales puissent prendre pied sur les inforoutes et s'épanouir. Si d'autres communautés

font des efforts en ce sens, la multiplication des contenus aura beaucoup plus de chances de briser le monopole de l'anglais, et surtout d'établir des passerelles d'échanges. Il s'agit, pour certains pays, de vaincre leur isolement en leur permettant de rejoindre le courant de mondialisation tout en préservant leurs spécificités culturelles et nationales.

À cet égard, plusieurs pays où on parle un peu le français souhaitent établir des relations avec des pays francophones par le moyen des inforoutes afin de diversifier leurs liens; c'est le cas entre autres du Viêt Nam et d'autres pays de l'Asie du Sud-Est et de certains pays d'Europe orientale.

Concrètement, cette nouvelle orientation s'est manifestée par une série de projets dont celui de l'établissement de centres serveurs au sein de dix pays de la Francophonie; les pays retenus sont : le Mali, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Cameroun, le Sénégal, la Mauritanie, Haïti, Maurice et Madagascar. C'est cependant à Montréal, à l'occasion de la Conférence des ministres responsables des inforoutes qui se tiendra les 19-20-21 mai prochains que tout ce secteur connaîtra sa véritable impulsion par l'adoption d'un « plan d'action » qui sera entériné au Sommet de Hanoï. Les projets gravitant autour des inforoutes constitueront clairement l'un des trois grands axes à privilégier pour la programmation de ce VII^e Sommet.